

JCB/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2013- 1252 /PRES
promulguant la loi n° 045-2013/AN du
17 décembre 2013 portant habilitation du
Gouvernement à autoriser par voie
d'ordonnance la ratification des Accords de
financement conclus entre le Burkina Faso et
les partenaires techniques et financiers.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

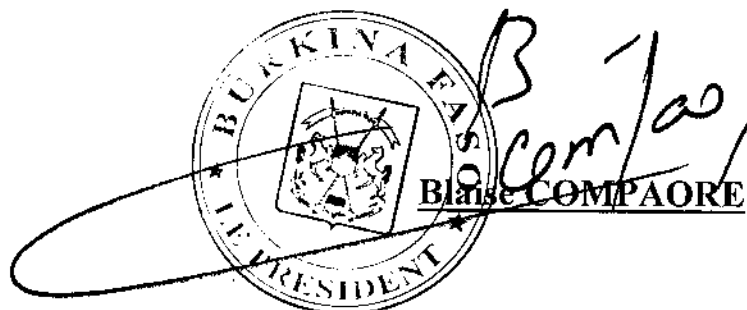
VU la lettre n°2013-124/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 24 décembre 2013 du
Président de l'Assemblée Nationale transmettant pour promulgation la
loi n°045-2013/AN du 17 décembre 2013 portant habilitation du
Gouvernement à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des Accords
de financement conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques
et financiers ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°045-2013/AN du 17 décembre 2013
portant habilitation du Gouvernement à autoriser par voie
d'ordonnance la ratification des Accords de financement conclus
entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 31 decembre 2013



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

CINQUIEME LEGISLATURE

LOI N° 045-2013/AN

**PORTANT HABILITATION DU GOUVERNEMENT A
AUTORISER PAR VOIE D'ORDONNANCE LA RATIFICATION
DES ACCORDS DE FINANCEMENT CONCLUS ENTRE LE
BURKINA FASO ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES
ET FINANCIERS**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;
Vu la résolution n°001-2012/AN du 28 décembre 2012,
portant validation du mandat des députés ;
a délibéré en sa séance du 17 décembre 2013
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est habilité à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 :


L'habilitation accordée couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

Article 3 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 17 décembre 2013

Le Président


Soungalo Appolinaire Ouattara
Président de l'Assemblée Nationale

Le Secrétaire de séance


Olo Anicet POODA